

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.233

2 juin 1997

(97-2292)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère de l'agriculture, du patrimoine naturel et de la pêche L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Projet de décret portant sur l'utilisation d'engrais d'origine animale
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Décret de 1998 sur l'utilisation d'engrais d'origine animale (12 pages, disponible en anglais)
6.	Teneur: La présente notification se rapporte à la prescription du décret aux termes de laquelle des engrais d'origine animale ne peuvent être utilisés que si les méthodes décrites dans l'Appendice II du décret sont appliquées, ce qui suppose l'emploi d'un matériel assurant le résultat requis pour l'application des engrais en question.
7.	Objectif et justification: La prescription aux termes de laquelle les engrais d'origine animale doivent être appliqués selon les méthodes décrites dans l'Appendice II du projet de décret a été incorporée dans un souci de protection des sols. En effet, l'utilisation d'engrais d'origine animale s'accompagne de dégagements d'ammoniaque, ce qui peut entraîner une lixiviation et des dépôts acides. Ce texte met aussi en oeuvre la directive 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles (JOCE n° L 375).
8.	Documents pertinents: Articles 6, 7, 15 et 65 de la Loi sur la protection des sols
9.	Date projetée pour l'adoption: Avant le 1er décembre 1997 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 1er janvier 1998
10.	Date limite pour la présentation des observations: 22 juillet 1997
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: